

Ipjmag - le magazine réalisé par les étudiants de l'IPJ

-- International --

International

Trois questions pour comprendre
l'actualité internationale

La Révolution Safran en Birmanie

Bérénice Dubuc [29ème
promotion]

dimanche 11 novembre 2007

Pourquoi les moines birmans sont-ils descendus manifester dans les rues en septembre dernier ?

La révolte explose le 19 août dernier. La junte au pouvoir a décidé quatre jours auparavant la hausse du prix des carburants et de produits de première nécessité, comme le riz. Dans ce pays pauvre, la mesure entraîne immédiatement un doublement du prix des transports. Assommée, la population des grandes villes qui survit déjà difficilement proteste pacifiquement. Les moines viennent grossir les rangs fin août. En Birmanie, 89% de la population est bouddhiste, et les 400000 moines dépendent des donations, rendues impossibles par ces augmentations. Les moines sont également détenteurs de l'autorité morale : ils ont la responsabilité de dire aux dirigeants que leur manière de gouverner ne va pas dans le sens du bonheur du peuple et ne respecte pas l'enseignement de Bouddha. Les bonzes sont historiquement une force de contestation politique : ils avaient déjà eu un rôle très important lors des manifestations de 1988.

Comment la junte a-t-elle organisé la répression ?

Le 26 septembre, la junte a ordonné plusieurs charges violentes des forces de l'ordre contre des monastères, qui se sont accompagnées de brutalités et d'arrestations en masse. Les jours suivants, les forces de sécurité birmanes ont également violemment réprimé les manifestations pacifiques à Rangoon, faisant au moins 13 morts et procédant à plus de 2 000 arrestations. Le pays est coupé du monde, les lignes téléphoniques sont inaccessibles (sauf satellite), Internet est bloqué. Interpellations, interrogatoires et actes d'intimidation continueraient toujours. Quelque 6 000 prisonniers sont entassés dans les geôles, selon la *Voix démocratique de Birmanie*, une radio d'opposition basée à Oslo. Les rafles nocturnes sont systématiques. Les sources officielles birmanes évoquent quant à elles une dizaine de morts, et quelques blessés.

Quel espoir pour le peuple birman ?

Le 11 octobre, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une déclaration déplorant la violence de la répression et appelant à la libération des personnes arrêtées. Il a également dépêché un émissaire, Ibrahim Gambari. Mais ce n'est qu'une condamnation sans contrainte. Sur l'échiquier asiatique, plusieurs pays (Chine, Russie, Thaïlande et même l'Association des pays d'Asie du Sud-Est) refusent de condamner la junte car ils continuent de tirer d'importants profits de l'extraction des ressources naturelles birmanes, notamment de pétrole et de gaz. Seule avancée, le Japon a décidé d'annuler des projets d'une valeur de 552 millions de yens (3,4 millions d'euros) en Birmanie. Une pression internationale pèse donc sur le régime, mais ce dernier n'en a finalement pas grand-chose à craindre. Sanctions et embargos ont déjà été pris depuis quelques années, mais aucun acteur de la communauté internationale n'a décidé d'y inclure le pétrole. De plus, il semble difficile d'aller plus loin sans risquer d'asphyxier totalement une population déjà au fond du gouffre économique. Les dissensions internes et les rivalités entre généraux birmans semblent être le seul espoir d'une amélioration de la situation birmane.

Post-scriptum : Claire Pain, Anne Béraud, Camille Raynaud de Lage et Bérénice Dubuc ont contribué à cet article.